

La domination des entreprises sur la gouvernance alimentaire mondiale : le piège du multipartenariat

QUELS SONT LES RISQUES EN 2023 ?

Ce document évalue la manière dont la tendance au multipartenariat et à la mainmise des entreprises de l'agroalimentaire sur la gouvernance alimentaire mondiale évoluera et s'approfondira peut-être en 2023, mettant davantage en péril les acquis du mouvement pour la souveraineté alimentaire tels que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) réformé et certaines avancées démocratiques au sein de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). L'analyse devrait aider différentes organisations et plateformes de mouvements sociaux, de Peuples Autochtones et de la société civile à comprendre comment le multipartenariat (ou *multistakeholderism*) se développe au niveau mondial et fournir des éléments pour développer des stratégies pour y faire face.

Photo : Greenpeace

MESSAGES CLÉ

Comment le multipartenariat favorise-t-il la mainmise des entreprises sur la gouvernance alimentaire mondiale ?

- Le pouvoir des entreprises, l'industrialisation de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que la concentration du marché dans les systèmes alimentaires ont progressé de manière spectaculaire au cours des dernières décennies aux niveaux national, régional et mondial. Les communautés, les mouvements sociaux et les Peuples Autochtones ont toujours lutté contre ces tendances et politiques dangereuses sur leurs territoires.
- La proposition de gouvernance qui vise à renforcer le contrôle des entreprises sur la gouvernance alimentaire mondiale est appelée « multipartenariat ». Le multipartenariat brouille les distinctions entre l'intérêt public et le profit des entreprises, entre les riches et les exclus, entre les gouvernements et les entreprises.

Comment le suivi du Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires consolide-t-il le multipartenariat ?

- Le Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires (SSA), qui s'est tenu en 2021, a constitué un pas en avant évident pour l'ancrage de cette gou-



vernance capturée. La contre-mobilisation à l'SSA a été une énorme expression de protestation contre cette approche et pour la défense de la plateforme de gouvernance intergouvernementale et internationale la plus inclusive qui a été réalisée avec la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) des Nations unies.

- L'institutionnalisation de l'SSA progresse et son programme multipartite est consolidé par le biais du centre de coordination et de sa structure, qui culminera en 2023 avec une grande conférence intitulée « *Stocktaking Moment* », qui se tiendra du 24 au 26 juillet 2023 à Rome.
- Les vives inquiétudes exprimées à l'encontre de l'SSA sont confirmées par ces développements : Une nouvelle structure parallèle au CSA est en cours de construction ; le multipartisme sans contrôle intergouvernemental efficace est promu, au détriment du multilatéralisme et de la responsabilité en matière de droits humains ; le discours prédominant met en avant une vision des réformes des systèmes alimentaires qui favorise les intérêts du complexe agro-alimentaire et vise à empêcher toute réglementation de l'expansion et de la concentration des entreprises.

Le multipartenariat et la domination du complexe agro-alimentaire à la FAO

- Le Forum mondial de l'alimentation (WFF) est un méga-événement relativement récent organisé à Rome, d'abord en octobre 2021 avec un fort accent sur la jeunesse, puis, depuis 2022, autour de trois piliers principaux : le Forum mondial de la jeunesse, le Forum de la science et de l'innovation et le Forum de l'investissement « Main dans la main » (HiH, selon le sigle en anglais). Les plateformes et les initiatives qui ont participé au Sommet sur les systèmes alimentaires sont en grande partie également engagées dans le WFF.
- Pour les hauts responsables de la FAO, le multipartenariat et la politique d'ouverture aux entreprises sont devenus des priorités institutionnelles de la FAO au cours des dernières années, et seront renforcés et consolidés dans un avenir proche. Le partenariat signé entre la FAO et le Forum économique mondial en septembre 2022 n'est qu'une étape parmi d'autres.
- L'influence sans cesse croissante des entreprises au sein de la FAO et sa tendance à adopter le modèle de la chaîne de valeur du marché mondialisé s'exercent dans une institution qui ne dispose pas d'un cadre de responsabilité solide pour les entreprises, de règles claires pour une transparence totale des modes d'engagement, ainsi que de garanties efficaces contre les conflits d'intérêts.

Comment ces évolutions mettent en péril d'importantes réalisations des mouvements pour la souveraineté alimentaire ?

- Les mouvements pour la souveraineté alimentaire ont lutté contre l'emprise du complexe agro-alimentaire sur les ressources naturelles et les systèmes alimentaires de leurs territoires. Pendant de nombreuses années, les mouvements pour la souveraineté alimentaire ont obtenu des résultats importants en faisant avancer et en façonnant les discussions et les négociations politiques mondiales. Dans la nouvelle constellation, le risque est que nombre de ces réalisations soient perdues.
- Au niveau de la gouvernance mondiale, la réforme du CSA et l'ouverture progressive de la FAO ont permis d'obtenir des résultats importants en termes de démocratisation de la prise de décision. Des initiatives telles que le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires et le Forum mondial de l'alimentation représentent des menaces évidentes pour ces importantes réalisations.
- Les principes essentiels d'autonomie et d'auto-organisation de la société civile, des mouvements sociaux et des Peuples Autochtones sont ainsi menacés. L'espace pour les agendas politiques des

mouvements pour la souveraineté alimentaire dans ces institutions mondiales se rétrécit, tandis que le soi-disant consensus du multipartenariat s'oriente vers les intérêts du marché et des entreprises.

Impacts géopolitiques sur ces développements à la FAO

- Alors que la rivalité croissante entre les États-Unis et la Chine semble devenir le paramètre dominant de la politique mondiale, il semble y avoir un accord opérationnel au sein de la haute direction de la FAO, entre le Directeur Général (DG) de la Chine et l'influente DG adjointe des États-Unis, pour travailler sur un agenda commun.
- Le multipartenariat, soit la politique de portes ouvertes pour le secteur privé, le Centre de coordination du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires, le Forum mondial de l'alimentation et l'Initiative Main dans la main font partie de l'agenda commun d'une FAO dirigée par la Chine et les États-Unis pour une réforme des systèmes alimentaires favorable aux entreprises du complexe agro-alimentaire, avec un visage numérique, et non pas avec un visage paysan.

Le Sommet de l'avenir des Nations unies et la réforme de l'ONU

- Avec le processus du Sommet de l'avenir des Nations unies, des acteurs importants promeuvent une application à l'échelle du système du modèle de gouvernance multipartenariat pour l'ensemble des Nations unies, dans le même sens que le Sommet des systèmes alimentaires des Nations unies l'a fait pour le domaine de l'alimentation.

Questions clés pour les mouvements sociaux, les Peuples Autochtones et la société civile

- La démocratisation de la prise de décision autour des systèmes alimentaires est au cœur même du mouvement pour la souveraineté alimentaire. Comment les mouvements pour la souveraineté alimentaire évaluent-ils les risques et les menaces associés aux tendances décrites ci-dessus ?
- Comment contrer la mainmise du complexe agro-alimentaire sur la FAO ?
- Quels types de stratégies peuvent être développées pour défendre et renforcer les espaces existants de gouvernance alimentaire mondiale inclusive, tels que le CSA ?
- En s'appuyant sur leurs récits fondamentaux, sur la souveraineté alimentaire et les droits humains, les mouvements sociaux, les Peuples Autochtones et les groupes de la société civile pourraient s'engager dans des processus de réflexion sur leurs visions et leurs stratégies d'une gouvernance alimentaire mondiale inclusive et de la démocratisation des Nations unies dans un sens plus large.

1. Quel est le problème du **multipartenariat** et comment conduit-il à la **domination des entreprises agro-alimentaires** sur la **gouvernance alimentaire mondiale** ?

Le pouvoir des entreprises, l'industrialisation de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que la concentration du marché dans les systèmes alimentaires ont progressé de manière spectaculaire au cours des dernières décennies aux niveaux national, régional et mondial. Les communautés, les mouvements et les organisations sociaux, les Peuples Autochtones et les syndicats ont toujours lutté contre ces tendances et politiques dangereuses sur leurs territoires.

Le système alimentaire mondial est largement dominé par le complexe agroalimentaire. Cette domination est à l'origine d'une grave inégalité dans la répartition des revenus, tant au sein des pays qu'entre eux. Les couches les plus riches de la population sont les principales bénéficiaires de cette situation. De plus, le complexe agroalimentaire favorise l'accaparement des terres, de l'eau et des ressources naturelles, ainsi que la pratique de l'extraction, ce qui aggrave la crise climatique, la perte de biodiversité, la pauvreté et les inégalités sociales et économiques. Les groupes marginalisés, tels que les Peuples Autochtones, les femmes, les petites exploitations agricoles, les travailleurs du secteur alimentaire, sont les plus touchés par cette situation. La santé des consommateurs est également menacée par ce système alimentaire car il crée les conditions pour la commercialisation agressive d'aliments malsains.

Au cours des deux dernières décennies, ce modèle industriel de système alimentaire a exercé une influence croissante sur la gouvernance alimentaire mondiale, en particulier sur les Nations unies. Le secteur privé et le secteur philanthropique qui l'accompagne sont intéressants pour les Nations unies car ils peuvent fournir de nouvelles ressources dont le système multilatéral a besoin, en raison de la dépendance croissante de l'ONU à l'égard des contributions financières volontaires. D'autre part, les grandes entreprises peuvent atténuer leur problème de réputation d'exploiteurs systémiques, de pollueurs et de profiteurs de crise en s'emparant de la légitimité des Nations unies, et peuvent obtenir l'appui de l'ONU au bénéfice de leurs stratégies d'investissement. Le terme « participation du secteur privé » est généralement utilisé dans ces contextes, mais les voix prédominantes dans ces discussions ont sans aucun doute été celles des grandes entreprises et de leurs groupes de façade.

La gouvernance multipartite, également connue sous le nom de multilatéralisme en réseau ou *multistakeholderism*, est une proposition de gouvernance qui favorise le contrôle des grandes entreprises.¹ Elle se base sur un récit élaboré et subtil selon lequel nous sommes tous confrontés aux multiples crises planétaires et personne ne devrait être laissé de côté. Un récit qui présente le secteur privé comme incontournable et qui le considère si important pour le système qu'il doit faire partie des structures de prise de décision pour trouver des solutions durables et efficaces. La résolution des énormes problèmes planétaires nécessite des ressources financières que les gouvernements ne peuvent réunir seuls.

Pourtant, cette approche est profondément erronée à bien des égards. Tout d'abord, elle évite une analyse structurelle des causes et des principaux moteurs des crises systémiques auxquelles les personnes et la planète sont confrontées aujourd'hui. Il est impossible de nier et d'ignorer les dommages et les préjudices considérables causés par les acteurs puissants du secteur privé et les systèmes alimentaires industriels aux personnes, à la santé, à l'environnement, au climat, à la justice sociale, de genre et économique et à la démocratie. L'absence de redevabilité et de responsabilité des entreprises conduit à l'impunité, ce qui encourage la poursuite et la reproduction de pratiques néfastes.

Le concept clé de l'inclusion est détourné dans l'intérêt des grandes entreprises, un secteur qui a toujours été ancré dans le pouvoir, presque partout. L'accent mis sur l'inclusion dans les structures de gouvernance est basé sur la reconnaissance du fait que les groupes marginalisés ont été systématiquement exclus de la prise de décision dans le domaine alimentaire, en particulier les paysans, les éleveurs, les pêcheurs, les sans-terre, les travailleurs, les femmes, les jeunes et les Peuples Autochtones.

Le multipartenariat estompe les distinctions entre l'intérêt public et le profit des entreprises, entre les

1. People's Working Group on Multistakeholderism, The Great Takeover | Transnational Institute (tni.org), janvier 2022; FIAN, Briefing Note on Multi-Stakeholder Initiatives, avril 2020.

riches et les exclus, entre les gouvernements et les entreprises. Lorsque tout le monde est tenu également responsable, il devient impossible de suivre efficacement les obligations des États, en particulier leurs obligations en matière de droits humains. Par conséquent, la redevabilité est hors de portée. Les asymétries de pouvoir et les conflits d'intérêts sont ignorés. En ce sens, le multipartenariat est une tentative de légitimer et d'institutionnaliser l'emprise des grandes entreprises sur la gouvernance alimentaire mondiale.

Le [Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires](#) (SSA), qui s'est tenu en 2021, a constitué un pas en avant évident pour l'ancrage de cette gouvernance capturée.² [La contre-mobilisation à l'SSA](#) a été une énorme expression de protestation contre cette approche et en défense de la plateforme de gouvernance intergouvernementale et internationale la plus inclusive qui a été réalisée avec la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) des Nations unies.³

2. Comment le processus de suivi du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires consolide-t-il le projet de multipartisme et l'emprise des grandes entreprises sur la gouvernance alimentaire ?

Depuis la tenue du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires en septembre 2021, des mesures importantes ont été prises pour assurer un suivi complet, malgré le fait que le plan d'action du Sommet n'a pas été négocié entre les gouvernements et n'a donc consisté qu'en une déclaration du Secrétaire général des Nations unies. La haute direction de l'ONU et de la FAO s'est appropriée la fonction de coordination et de leadership en s'éloignant du processus intergouvernemental et donc de l'orientation directe des États membres de l'ONU. Malgré les promesses faites en 2021 par la Vice-secrétaire générale des Nations unies qu'aucune nouvelle structure ne serait créée, les développements passés et actuels démontrent ce que le Groupe de Liaison du MSCPA avait déjà prévu dans son rapport d'analyse : « l'SSA n'a pas pris fin après septembre 2021. Ses résultats seront reproduits dans différents espaces internationaux, régionaux et nationaux ».⁴

Les éléments clés de ce suivi sont les suivants :

- La création et la consolidation d'un [centre de coordination des systèmes alimentaires de l'ONU](#), (le Hub) hébergé par la FAO et dirigé conjointement par la Vice-secrétaire général de l'ONU et les chefs des agences basées à Rome (FAO, PAM et FIDA), l'OMS et le PNUE sont des indicateurs clairs de la manière dont le suivi du système alimentaire a été institutionnalisé. Une [nouvelle structure a été créée](#), malgré les nombreuses promesses des dirigeants de l'ONU selon lesquelles aucune nouvelle structure ne serait créée par le SSA.
- L'[architecture de l'organigramme](#) du Hub de coordination comprend un nouveau comité consultatif scientifique (SAC), un groupe consultatif sur l'engagement des parties prenantes et la mise en réseau (SENA), avec des représentants de la jeunesse, des Peuples Autochtones, des producteurs, des femmes et du secteur privé, ainsi qu'un écosystème de soutien.
- Les gouvernements nationaux ne font pas partie de la structure de gouvernance du Hub. Il s'agit là d'un point critique qui sape la centralité de la prise de décision intergouvernementale et ouvre la voie au secteur privé de l'agrobusiness et au passage de facto du processus intergouvernemental à une zone grise nébuleuse et opaque où tout le monde est invité à se joindre. Le rôle de premier plan joué par les hauts fonctionnaires de l'ONU dans ces initiatives est de plus en plus critiqué par plusieurs États membres.

2. Montenegro de Wit, M., Canfield, M., Iles, A. et al. Editorial : Réinitialiser le pouvoir dans la gouvernance alimentaire mondiale : Le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires. *Development* 64, 153-161 (2021). <https://doi.org/10.1057/s41301-021-00316-x>

3. Page web de la contre-mobilisation : <https://www.foodsystems4people.org/?lang=fr>

4. Groupe de liaison du MSCPA, "Risques liés à l'augmentation de l'accaparement systémique par les entreprises de l'agrobusiness facilité par le Sommet de l'ONU sur les systèmes alimentaires (SSA) et son processus de suivi". https://www.foodsystems4people.org/wp-content/uploads/2022/06/FRUNFSSAnalysisReportMai2022_FS4P.pdf

- Bien que les États membres ne participent pas à la prise de décision au niveau mondial, ils sont impliqués dans la mise en œuvre au niveau national. Le Hub [a indiqué](#) que d'ici à la fin de 2022, 117 pays auront développé des voies nationales pour les systèmes alimentaires, qui sont soutenues par le Hub de coordination. Ce dernier travaille également avec [28 coalitions](#) pour soutenir les réformes des systèmes alimentaires.⁵
- Un [Évènement de bilan de l'SSA connu sous le nom de « Stocktaking event »](#) se tiendra du 24 au 26 juillet à Rome, « afin de tirer parti de l'élan du Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021 et de créer un espace propice permettant aux pays d'examiner les engagements d'action pris lors du Sommet, de partager les expériences réussies et les signes précurseurs de transformation ».⁶
- Le budget biennuel prévu pour le Hub est de 14 302 784 USD, selon une communication du Hub en 2023 au Comité du Programme et des Finances de la FAO.⁷ À titre de comparaison, le budget prévisionnel du CSA pour 2022 était de 3 015 677 USD, ce qui signifie que le Hub dispose de plus du double du budget du CSA.

Ces faits confirment que l'institutionnalisation de l'SSA progresse et que son programme multipartite est consolidé par le biais du Hub de coordination et de sa structure, du suivi des coalitions et des parcours nationaux et de l'Évènement de bilan. L'architecture du Hub de coordination, où les décisions sur la voie à suivre pour l'SSA semblent être prises, s'éloigne du concept de multilatéralisme dans lequel les gouvernements sont au centre de toute prise de décision

Les [profondes inquiétudes exprimées par les détracteurs du SSA](#) sont ainsi confirmées :

- une nouvelle structure parallèle au CSA est en cours de construction et des tentatives récentes tentent d'associer le CSA à cette nouvelle structure parallèle ;
- la gouvernance multipartite sans un vrai contrôle intergouvernemental est encouragée, au détriment du multilatéralisme et de la responsabilité en matière de droits humains ;
- le récit prédominant met en avant une vision de la transformation des systèmes alimentaires favorable aux grandes entreprises et vise à empêcher toute régulation de l'expansion et de la concentration de l'agrobusiness.

3. Le **Forum mondial de l'alimentation**, une initiative de la FAO visant à promouvoir le multipartenariat dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture

Le Forum mondial de l'alimentation (WFF) est un méga-événement relativement récent organisé à Rome, d'abord en octobre 2021 avec un fort accent sur la jeunesse, puis, depuis 2022, organisé autour de trois piliers principaux : le [Forum mondial de la jeunesse](#), le [Forum de la science et de l'innovation](#) et le [Forum de l'investissement Main dans la main](#). La FAO a indiqué que le [Forum de 2022](#) avait rassemblé plus de 2000 participants en personne et organisé plus de 100 événements⁸ qui ont « favorisé le dialogue et le débat entre les parties prenantes concernées, qu'il s'agisse des jeunes, des agriculteurs, des petits producteurs, des Peuples Autochtones, des décideurs politiques, des agro-investisseurs et des scientifiques ».⁹

Le Forum mondial de l'alimentation constitue la principale plateforme annuelle pour l'[Initiative Main dans la main](#) qui est devenue, depuis 2019, une politique phare de la FAO et l'une de ses principales priorités,

5. FAO, Mise à jour des travaux du Centre de coordination des systèmes alimentaires des Nations Unies, janvier 2023, <https://www.fao.org/3/nl197fr/nl197fr.pdf>

6. Site web du Centre de coordination des systèmes alimentaires des Nations unies, Moment de bilan <https://www.unfoodsystemshub.org/fs-stocktaking-moment/overview-and-updates/en>

7. FAO, Mise à jour des travaux du Centre de coordination des systèmes alimentaires des Nations Unies, janvier 2023, <https://www.fao.org/3/nl197fr/nl197fr.pdf>

8. FAO, Le Forum mondial de l'alimentation s'achève sur cinq jours de fusion de perspectives diverses pour transformer les systèmes agroalimentaires, communiqué de presse 21 October 2022, <https://www.fao.org/newsroom/detail/world-food-forum-wraps-diverse-perspectives-to-transform-agrifood-systems-211022/fr>

9. Forum mondial de l'alimentation – 2022, <https://www.world-food-forum.org/flagship-event/2022/fr>

soutenant au début de 2023 des [investissements majeurs](#) dans [60 pays](#). Le Forum d'investissement, qui s'inscrit dans le cadre du Forum mondial de l'alimentation, offre « une plateforme aux autorités nationales, aux entités publiques et privées mondiales et nationales, ainsi qu'aux banques multilatérales de développement et aux donateurs, pour discuter des possibilités de financement de l'Initiative Main dans la main ».¹⁰

L'[autodescription du WFF](#) indique qu'il s'agit d'un « réseau mondial indépendant de partenaires dirigé par des jeunes et animé par la FAO. [...] Le WFF est le premier forum mondial à exploiter la passion et le pouvoir des jeunes pour identifier des solutions et inciter à une action positive pour les systèmes agroalimentaires. Il s'aligne sur le Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021, agit comme une plateforme majeure pour les jeunes dans la gouvernance alimentaire mondiale, et sert de groupe de réflexion mondial qui favorise les solutions dirigées par les jeunes dans les domaines de l'innovation, de la science et de la technologie ».¹¹ Le Forum mondial de l'alimentation a créé une [Assemblée d'action de la jeunesse](#) et un [Mécanisme de la jeunesse](#) pour organiser l'engagement des jeunes dans le cadre du Forum mondial de l'alimentation, mais aussi dans d'autres forums, comme le prévoit le [plan d'action](#). Le Mécanisme pour la jeunesse a été reconnu comme la représentation de la jeunesse au sein du Hub de coordination du sommet des systèmes alimentaires. L'engagement des jeunes est ouvert aux individus et aux représentants d'organisations.¹²

La manière dont la participation des jeunes a été mise en place au sein du SSA de l'ONU et a ensuite été consolidée en un mécanisme de représentation des jeunes avec le soutien institutionnel de la FAO suscite de nombreuses questions et doutes quant à la manière dont des principes importants tels que l'autonomie et l'auto-organisation de la société civile et des Peuples Autochtones peuvent être défendus contre les tentatives institutionnelles de cooptation et de contrôle de la participation, et comment l'on peut résister contre les effets perturbateurs et diviseurs de ces tentatives et comment les groupes actuellement les plus ciblés, tels que les jeunes et les Peuples Autochtones, peuvent les surmonter.

L'importance du Forum mondial de l'alimentation pour la direction de la FAO est apparue clairement lors de la réunion du Conseil de la FAO et de la 51^{ème} Session plénière du CSA en décembre 2022, lorsqu'elle a expliqué aux États membres que le Forum mondial de l'alimentation se tiendrait à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, le 16 octobre, en remplacement de la plénière du CSA qui se tenait à la même date. Malgré les vives inquiétudes des États membres exprimées par l'Afrique du Sud et d'autres pays, la direction de la FAO a insisté pour que le WFF se tienne à la date la plus importante de l'année. Le nouveau « grand cirque » sera le WFF, et non plus la plénière du CSA comme c'était le cas depuis la réforme de ce dernier en 2009, ce qui indique un changement significatif dans l'importance du CSA.

Les [plates-formes et les initiatives](#) qui ont participé au Sommet sur les systèmes alimentaires sont en grande partie également engagées dans le WFF. Alors que le rôle de la FAO au début du processus du Sommet sur les systèmes alimentaires était plutôt réticent et en partie sceptique en raison du rôle important accordé à New York, la haute direction a pris le leadership et le contrôle total après le Sommet. La FAO a travaillé dur pour ramener le SSA « [de New York à Rome](#) »,¹³ avec le Hub de coordination sous son contrôle, et son esprit dans le Forum mondial de l'alimentation en tant que méga-événement régulier. C'est un secret ouvert que le Forum mondial de l'alimentation peut compter sur l'engagement personnel du Directeur Général (DG) de la FAO et de l'économiste en chef. La combinaison de ses trois priorités : l'initiative d'investissement Main dans la main, le volet science, technologie et innovation et la dimension jeunesse fait du Forum mondial de l'alimentation un moment fort de l'année pour la direction générale de la FAO.

10. FAO, L'initiative Main dans la main, <https://www.fao.org/hand-in-hand/fr>

11. World Food Forum | À propos de nous, <https://www.world-food-forum.org/who-we-are/about-us/fr>

12. Forum mondial de l'alimentation - <https://flagship.world-food-forum.org/2022/global-youth-forum/fr>

13. FAO, Transformer les systèmes agroalimentaires nécessite de changer les politiques, les mentalités et les modèles économiques (fao.org), communiqué de presse 12 janvier 2023, <https://www.fao.org/newsroom/detail/transforming-agrifood-systems-requires-changing-policies-mindsets-and-business-models/fr>

4. La politique de la FAO en matière de portes ouvertes pour le secteur privé

L'influence croissante du complexe agro-industriel au cours des dernières années a été minutieusement documentée dans le document de recherche "[La Mainmise des Entreprises sur la FAO](#)", publié en mai 2022, avec une attention particulière à la lettre d'intention que la FAO et CropLife International ont signé. Depuis lors, les documents produits par le personnel de la FAO pour les organes directeurs de l'institution et pour le domaine public montrent une consolidation de cette tendance, et une sorte de normalisation de modèles de comportement hautement problématiques d'une institution des Nations Unies qui devrait être basée sur et liée à l'intérêt public :

- [La mise à jour de l'engagement de la FAO](#) avec le secteur privé communiquée au Comité du Programme de la FAO en mars 2023 fournit des preuves solides de la politique à part entière de portes ouvertes de l'institution vis-à-vis des grandes entreprises et leurs groupes de façade.¹⁴ La mise à jour réaffirme qu'en 2022 également, 90 pour cent des engagements de la FAO avec le secteur privé étaient de nature informelle et indique que 44 engagements formels étaient actifs à la fin de 2022 ;
- Le [portail CONNECT](#) montre la plupart des engagements formalisés, y compris ceux avec [CropLife](#), [Danone](#), [GAIN](#), [Google](#), la [Chambre de commerce internationale](#) (CCI), l'[Association internationale des engrais](#), [Mars](#), [Rabobank](#), [Syngenta](#), [UNILEVER](#), le [Forum économique mondial](#) ;

LA FAO: UN INTERMÉDIAIRE POUR DÉCHAINER LES INTÉRÊTS DE L'AGROBUSINESS ?

En septembre 2022, la FAO et le Forum économique mondial ([FEM-WEF](#)) ont signé une [lettre d'intention](#) pour favoriser la collaboration et « faciliter une canalisation plus structurée des ressources du secteur privé ». La coopération [vise explicitement](#) à « renforcer le dialogue entre le secteur public et le secteur privé pour accroître les investissements, engager et diriger une coalition sur les données et le numérique, et promouvoir les travaux en faveur de systèmes agroalimentaires inclusifs, efficaces, durables et sains, notamment en soutenant les pôles d'innovation alimentaire.»¹⁵ La [Coalition pour les données et le numérique](#) est l'une des principales initiatives promues par le Sommet sur les systèmes alimentaires. Le communiqué de presse de la FAO établit un lien explicite entre la collaboration avec le FEM-WEF et l'initiative Main dans la main.

L'initiative Main dans la main (HiH, selon le sigle en anglais) est devenue, depuis 2019, une politique phare de la FAO et l'une de ses principales priorités : Le dernier rapport interne destiné au Comité du programme de la FAO en mars 2023 et au Conseil de la FAO en avril 2023 fournit un aperçu complet sur les activités menées dans le cadre de ce programme phare de la FAO qui opère désormais dans 60 pays.¹⁶ La région africaine est fortement impliquée, avec 34 pays participants. Le rapport mentionne spécifiquement le lien entre HiH et le Sommet de l'Union africaine/Banque africaine de développement Nourrir l'Afrique, qui s'est tenu fin janvier 2023 à Dakar et qui a été fortement critiqué par l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique pour son « recours continu à la pensée coloniale, qui consiste à augmenter la production des cultures de base en utilisant des

14. FAO, Mise à jour sur l'engagement de la FAO auprès du secteur privé, février 2023, <https://www.fao.org/3/nl205fr/nl205fr.pdf>

15. La FAO et le Forum économique mondial renforcent leur collaboration pour transformer les systèmes agroalimentaires, Communiqué de presse 19 septembre 2022, <https://www.fao.org/newsroom/detail/fao-and-world-economic-forum-bolster-co-laboration-to-transform-agrifood-systems/fr>

16. FAO, Mise à jour de l'initiative Hand-in-Hand, février 2023, <https://www.fao.org/3/nl527fr/nl527fr.pdf>

intrants agricoles importés, des engrais chimiques, des pesticides et des semences hybrides et OGM ».¹⁷ Le prochain Forum mondial de l'alimentation et plusieurs forums nationaux et régionaux sur l'investissement continueront de mettre en avant et d'alimenter ce discours : La FAO en tant qu'intermédiaire pour déchaîner les investissements privés et publics pour les innovations qui peuvent conduire à une dépendance encore plus grande des systèmes alimentaires nationaux à l'égard des intrants importés.

- [Un nouveau groupe consultatif du secteur privé de la FAO](#) a été mis en place fin janvier 2023. Le Directeur général de la FAO a souligné que l'initiative Main dans la main lancée en tant que nouveau modèle de business pour faire correspondre les investissements avec les opportunités de développement, est un exemple où la collaboration de la FAO avec le secteur privé peut avoir un impact transformationnel, illustrant cette approche avec le soutien de la Fondation Bill et Melinda Gates à l'investissement de l'initiative Main dans la main au Bangladesh.¹⁸ La Directrice générale adjointe de la FAO, Beth Bechdol, qui dirige ce domaine de travail au sein de l'institution, a encouragé le nouveau Groupe consultatif du secteur privé à « signaler les opportunités et les domaines d'amélioration possibles pour compléter les forces de chacun afin de relever ensemble les défis mondiaux et d'atteindre des objectifs ambitieux ».¹⁹
- L'une des principales orientations de l'engagement de la FAO auprès du secteur privé proposée à la session du Conseil de la FAO d'avril 2023 est « [l'effet de levier des investissements ciblés à l'échelle](#) », ce qui signifie que la FAO cherche à mobiliser le soutien financier du secteur privé pour les investissements dans les États membres, plutôt que la collecte directe de fonds pour les programmes ou les projets gérés par la FAO. L'exception notable à cette règle est l'engagement avec des fondations philanthropiques qui financent des activités humanitaires et de développement.²⁰ Il est donc prévisible que la plupart des fonds privés négociés avec la FAO seront investis pour soutenir les gouvernements et l'on peut donc s'attendre à une augmentation significative des contributions des fondations philanthropiques au budget de la FAO.
- La dépendance croissante à l'égard des contributions volontaires rend la FAO ouverte à tout type de nouveau donateur : « Le budget total de la FAO prévu pour 2022-2023 s'élève à 3,25 milliards d'USD; 31 pour cent de ce montant correspondent aux contributions ordinaires versées par les États Membres et les [69 pour cent restants](#) devraient être mobilisés auprès de Membres et d'autres partenaires sous la forme de contributions volontaires.²¹ Dans ces conditions, les programmes, projets et autres initiatives de la FAO dépendent de plus en plus des intérêts prédéfinis des donateurs, des pays riches et des philanthropes du secteur privé, avec de graves risques pour le processus de prise de décision démocratique, participatif et transparent au sein de l'institution.
- Évaluation des risques : le Comité des engagements et des partenariats (EPC) examine et décide de toutes les propositions d'engagement émanant du secteur privé. Selon les rapports pour [2021](#) et [2022](#),²²

17. AFSA, Déclaration sur le Sommet de Dakar 2, 2 février 2023, <https://afsafrica.org/declaration-dafsa-sur-le-sommet-alimentaire-dakar-2-de-la-bad/?lang=fr>

18. Cette collaboration est également destinée à devenir le premier pays de démonstration du plan d'action "Un pays, un produit" (OCOP) de la FAO par le biais de la promotion de la production et de la commercialisation du jacquier. Le plan d'action OCOP vise à promouvoir "des systèmes agroalimentaires inclusifs, rentables et durables sur le plan environnemental grâce au développement vert de [produits agricoles spéciaux (PAS)]". Les PAS sont définis comme n'ayant pas "encore bénéficié pleinement des programmes de développement agricole et rural [...] avec un potentiel d'intégration dans les chaînes de valeur et les marchés nationaux et internationaux à forte valeur ajoutée". Le plan d'action fait également référence aux PAS comme étant étroitement liés aux produits dotés d'une indication géographique (IG), qui "sont protégés par des droits de propriété intellectuelle" (citations tirées du site web en hyperlien).

19. FAO - Article de presse : Le Directeur général de la FAO s'adresse à la première réunion du Groupe consultatif informel du secteur privé, le 31 janvier 2023, <https://www.fao.org/director-general/news/news-article/fr/c/1629996>

20. FAO, Mise à jour sur l'engagement de la FAO auprès du secteur privé, février 2023, <https://www.fao.org/3/nl205fr/nl205fr.pdf>

21. Budget de la FAO | FAO | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, <https://www.fao.org/about/strategy-programme-budget/budget/fr/>

22. Le Comité des engagements et des partenariats (EPC), un comité décisionnel établi au niveau de la direction centrale fin avril

un total de 120 propositions ont été examinées, dont 29 considérées comme présentant un risque élevé. Au total, 107 demandes ont été approuvées, dont 18 considérées comme présentant un risque élevé. Aucun autre détail n'est divulgué sur ces évaluations.

Les sections précédentes et ces informations indiquent que pour le leadership actuel de la FAO, le multipartisme et une politique d'ouverture envers les grandes entreprises sont devenus des priorités institutionnelles de la FAO au cours des dernières années, et qu'elles seront renforcées et consolidées dans un avenir proche. Il est également évident que cette influence croissante des grandes entreprises au sein de la FAO et sa tendance vers le modèle de chaîne de valeur du marché mondialisé s'exercent dans une institution qui ne dispose pas d'un cadre de responsabilisation solide des entreprises, de règles claires pour une transparence totale des modes d'engagement, ainsi que de garanties efficaces contre les conflits d'intérêts.

5. Comment ces développements **menacent-ils** les réalisations importantes des mouvements pour la souveraineté alimentaire ?

Les mouvements pour la souveraineté alimentaire ont lutté contre l'emprise des grandes entreprises sur les ressources naturelles et les systèmes alimentaires de leurs territoires. Ils se sont notamment battus pour obtenir des politiques publiques en faveur des petits producteurs alimentaires, de l'agroécologie, des droits humains, de la justice sociale, de genre, et économique, de la biodiversité et d'une participation pleine et effective aux processus d'élaboration des politiques.

Au niveau mondial, d'importantes avancées ont été réalisées en termes de démocratisation de la prise de décision. La participation des petits producteurs alimentaires, des Peuples Autochtones et des mouvements sociaux au CSA, par l'intermédiaire du MSCPA, et à différents comités et processus de la FAO, par l'intermédiaire du Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP), est la plus marquante. Le principe Rien sur nous sans nous a été primordial pour guider les interactions entre les organisations de la société civile, la FAO et le CSA. Toutefois, ces réalisations font l'objet d'attaques permanentes.

Les initiatives multipartites telles que le Sommet de l'ONU sur les systèmes alimentaires et le WFF représentent des menaces évidentes pour ces avancées. Le Hub de coordination du SSA, tel qu'il est actuellement installé à la FAO, est une structure parallèle et opposée au CSA, et cherche à promouvoir le modèle de réformes du système alimentaire du Sommet lui-même, favorable aux entreprises.

La deuxième menace concerne les principes essentiels d'autonomie et d'auto-organisation de la société civile, des mouvements sociaux et des Peuples Autochtones. La façon dont les organisations ont été cooptées dans le processus du SSA, au mépris des plateformes existantes, fait partie d'une approche perturbatrice qui s'appuie sur le principe du *"divide et impera"* : la tactique habituelle est que les fonctionnaires de l'ONU contactent d'abord les groupes de la société civile qui sont politiquement alignés sur eux, en leur proposant des rôles de leadership. Les autres organisations sont alors confrontées à la difficile question de savoir si elles doivent ou non participer à ces espaces, souvent sans disposer d'un temps de consultation suffisant. Une fois qu'une masse critique est atteinte, ils affirment que la société civile, les jeunes et les peuples indigènes participent, et qualifient les autres de non constructifs. Il en résulte une politique de participation contrôlée qui divise et qui est à l'opposé de l'autonomie et de l'autodétermination.

En conséquence, la troisième menace est le rétrécissement de l'espace pour les agendas politiques des mouvements pour la souveraineté alimentaire dans ces institutions mondiales. Une fois que la plateforme de gouvernance inclusive est affaiblie et/ou que les principes d'autonomie et d'auto-organisation ne sont pas respectés, il devient facile de bloquer ou simplement d'ignorer les demandes politiques en faveur de l'agroécologie et des politiques de soutien aux petits producteurs alimentaires, de l'égalité de genre et de la diversité, des droits humains, tandis que les possibilités d'influence du secteur de l'agrobusiness

2021, examine et décide de toutes les propositions d'engagement présentant un risque faible (ad interim), moyen et élevé, et fournit des orientations politiques sur l'approche de l'Organisation en matière d'engagements avec le secteur privé. La Division des services d'appui aux projets (PSS) est chargée de l'examen préalable et de l'évaluation des risques sur la base d'éléments probants, et soutient l'EPC.

sur les politiques institutionnelles augmentent. Pendant de nombreuses années, les mouvements pour la souveraineté alimentaire ont obtenu des résultats importants en faisant avancer et en façonnant les discussions et les négociations politiques mondiales. Dans la nouvelle constellation, le risque est que nombre de ces réalisations soient perdues.

Dans ces espaces multipartites, le soi-disant consensus sur les politiques et les programmes s'oriente vers les intérêts du marché et des entreprises, et puisque les entreprises ont les ressources financières, elles financent les structures – les systèmes pour mettre en œuvre ces politiques. Ceci représente une troisième grande menace. Le travail des mouvements engagés pour une véritable justice sociale, de genre, économique, environnementale et climatique, et la souveraineté alimentaire, devient encore plus difficile : la prolifération des espaces parallèles rend impossible la participation des mouvements sociaux, alors que les plus grandes ONG internationales disposent de ces ressources. Et ces nouvelles initiatives ont tendance à saper les droits et les programmes sociaux qui ont été gagnés grâce à de longues luttes, et à promouvoir des espaces et des débats qui s'éloignent de plus en plus des économies publiques robustes dont le monde a besoin.

6. Quel est l'impact de la **reconfiguration géopolitique** sur ces développements ?

Les tensions géopolitiques et les reconfigurations découlant de l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont considérablement modifié les discussions et les interactions dans l'arène de Rome à de nombreux niveaux, parmi les délégations nationales, au sein des organes directeurs de la FAO, entre la DG et les États membres, ainsi qu'au sein du CSA. Au sein du Conseil de la FAO, des résolutions spécifiques sur la guerre en Ukraine ont été adoptées à la majorité et non par consensus. La 51^{ème} session plénière du CSA n'a pas pu être conclue en octobre en raison des tensions géopolitiques et a dû être reportée à décembre 2022. L'ensemble des interactions entre l'Ukraine, l'OTAN et ses alliés, la Russie et ses alliés, et la majorité des pays du Sud, qui ne souhaitent pas prendre parti dans ces tensions géopolitiques, est en train de subir une profonde reconfiguration dont le résultat final n'est pas encore clair.

Toutefois, alors que la rivalité croissante entre les États-Unis et la Chine semble devenir le paramètre dominant de la politique mondiale, il semble y avoir un accord opérationnel au sein de la direction de la FAO, entre le DG de la Chine et la DG adjointe des États-Unis, responsable de la stratégie du secteur privé, pour travailler sur un agenda commun. La politique de la porte ouverte envers le secteur privé, le multipartenariat, le Hub de coordination du Sommet sur les systèmes alimentaires, le Forum mondial de l'alimentation, l'Initiative main dans la main font partie de cet agenda commun d'une FAO dirigée par la Chine et les États-Unis pour des réformes des systèmes alimentaires qui favorisent les entreprises, avec un visage numérique, et non pas avec un visage paysan. Les concepts clés de cet agenda sont l'investissement, la technologie, l'innovation, la numérisation, la mobilisation de ressources auprès du secteur privé, et non le potentiel de transformation de l'agroécologie, la participation démocratique des petits producteurs alimentaires à la gouvernance ou les droits humains.

En ce qui concerne le rôle du G77 à Rome, la situation est compliquée car il a été très difficile d'articuler et de défendre fermement un programme commun ambitieux. La collaboration a été plus ponctuelle que substantielle, mais lorsqu'elle a fonctionné sur certaines questions ou candidatures (comme l'élection de l'actuel DG de la FAO), elle a généralement pu remporter le vote facilement, représentant jusqu'à 135 pays dans la salle. Toutefois, en ce qui concerne les questions de gouvernance alimentaire mondiale et le CSA, il convient de noter que la solidarité Sud-Sud et la large participation des pays du G77 ne sont pas aussi fortes qu'elles pourraient l'être.

23. Un exemple bien étudié est l'initiative multipartite "Scaling-Up Nutrition" (SUN). Voir la publication de FIAN International, IBFAN et Society for International Development (SID) : Quand le soleil projette une ombre, février 2020, <https://fian.org/fr/publication/article/quand-le-soleil-projette-une-ombre-2318>

La politique de la porte ouverte envers le secteur privé, le multipartenariat, le Hub de coordination du Sommet sur les systèmes alimentaires, le Forum mondial de l'alimentation, l'Initiative main dans la main font partie de cet agenda commun d'une FAO dirigée par la Chine et les États-Unis pour des réformes des systèmes alimentaires qui favorisent les entreprises, avec un visage numérique, et non pas avec un visage paysan.

7. Du Sommet des Nations unies sur les Systèmes Alimentaires au Sommet de l'avenir et à la réforme de l'ONU

En 2021, en préparation du 75e anniversaire des Nations unies, le Secrétaire général de l'ONU a présenté son rapport [Notre programme commun](#).²⁴ Dans ce rapport, il a également présenté sa « vision de l'avenir de la coopération mondiale à travers un multilatéralisme inclusif, en réseau et efficace ». Avec ce rapport, il a également annoncé le Sommet de l'avenir, initialement prévu pour 2023, et maintenant reprogrammé pour 2024, mais en commençant le processus de négociation intergouvernementale sur ses conclusions avec une réunion interministérielle le 18 septembre 2023 à New York.

Certaines discussions au sein du processus du Sommet de l'avenir, et en particulier les propositions de gouvernance multipartite généralisée au sein des Nations unies, ont des résonances significatives avec les controverses majeures autour du Sommet des systèmes alimentaires. Des acteurs influents de la direction de l'ONU, des États membres et du secteur privé semblent considérer le Sommet de l'avenir comme une occasion de faire pression en faveur d'une application à l'échelle de la gouvernance multipartite que le Sommet sur les systèmes alimentaires a promu dans le cadre de l'alimentation.

Le processus du Sommet de l'avenir offre une plateforme pour discuter de l'architecture de gouvernance des Nations unies pour les 25 prochaines années. Le processus intergouvernemental est co-facilité par la Namibie et l'Allemagne et un [Conseil consultatif de haut niveau](#) (HLAB) co-présidé par les anciens présidents du Liberia et de la Suède présentera des propositions pour l'avenir du multilatéralisme. Ainsi, la controverse sur l'avenir du multilatéralisme et les propositions du multipartenariat trouveront un forum important en 2023 et 2024.

La cinquième [déclaration des coprésidents du HLAB](#) est claire : « Au cours de nos consultations, l'appel le plus fort et le plus clair a été lancé pour que le système multilatéral devienne plus efficace en devenant plus inclusif, en impliquant de manière significative un plus large éventail d'acteurs dans la prise de décision au niveau mondial. Nous avons écouté cet appel et nous allons formuler une série de recommandations pour permettre une participation plus directe de la société civile (y compris les acteurs religieux, les jeunes et les gouvernements locaux/régionaux) et du secteur privé à la gouvernance mondiale ». ²⁵ Ils ont présenté leur rapport complet sur le multilatéralisme efficace le 18 avril.

Le Secrétaire général des Nations unies a présenté le processus dans un [discours](#) prononcé devant l'Assemblée générale de l'ONU le 13 février 2023. Une [feuille de route pour 2023](#) a été présentée par les co-facilitateurs lors d'une première série de consultations avec les États membres, les grands groupes et d'autres parties prenantes, les 14 et 15 février.

Il semble évident que le Sommet de l'avenir pourrait affecter profondément l'ensemble de l'architecture des Nations Unies, y compris les institutions traitant de l'alimentation, de l'agriculture et des droits humains.

Toutefois, il est important de noter que, lors de ces premières consultations à New York, les positions des pays de l'OCDE et du G77 sur la future architecture de gouvernance des Nations unies étaient très opposées : le G77 a exprimé de fortes préoccupations contre le multipartenariat, alors que les pays de l'OCDE l'ont généralement encouragé.

24. Rapport du Secrétaire Général de l'ONU, « Notre Programme Commun », <https://www.un.org/fr/content/common-agenda-report/>

25. Cinquième déclaration des coprésidents du Conseil consultatif de haut niveau sur un multilatéralisme efficace - Conseil consultatif de haut niveau sur un multilatéralisme efficace, <https://highleveladvisoryboard.org/fifth-statement-by-the-co-chairs-six-transformational-shifts/>

26. High-Level Advisory Board, <https://highleveladvisoryboard.org/breakthrough/>

8. Quelles visions alternatives pour l'avenir de la gouvernance alimentaire mondiale pourraient être développés ?

En s'appuyant sur leurs récits en faveur de la souveraineté alimentaire et des droits humains, les mouvements sociaux, les Peuples Autochtones et les groupes de la société civile pourraient s'engager dans des processus de réflexion sur leurs visions d'une gouvernance alimentaire mondiale inclusive et de la démocratisation des Nations Unies dans un sens plus large. L'interrelation complexe des crises croissantes, multiples et entremêlées et leurs impacts systémiques sur les communautés, les peuples et les territoires nécessitent de nouveaux processus de réflexion, d'apprentissage et l'élaboration de stratégies pour les organisations et les plateformes qui traitent avec les institutions mondiales.

Une façon concrète d'apprendre serait, comme cela a déjà été discuté dans le cadre du MSCPA, de promouvoir des dialogues entre les plateformes qui sont en interface avec les organes de l'ONU dans différents domaines, tels que la santé, le climat, la finance, la biodiversité, la désertification, les droits humains, les droits des femmes et le genre, le travail, le commerce, les ODD, la paix et les conflits, etc. Une étape de ce processus pourrait consister à développer des collaborations spécifiques sur des sujets d'intérêt commun, tels que des stratégies de résistance contre l'influence accrue des grandes entreprises au sein des Nations unies, des stratégies communes pour lutter contre les inégalités croissantes, ou le développement de visions pour un multilatéralisme participatif et la démocratisation des Nations unies.

Le processus Nyéléni à l'horizon 2025 pourrait également constituer un espace permettant de rassembler les expériences, les réflexions et les visions des mouvements sociaux, des Peuples Autochtones et des groupes de la société civile en vue de renforcer les institutions publiques démocratiques à tous les niveaux, de démocratiser en profondeur la gouvernance alimentaire mondiale et les trois agences basées à Rome, de mettre en place des règles strictes pour garantir la responsabilité des grandes entreprises et des garanties contre les conflits d'intérêts, et de promouvoir de nouvelles alliances entre les mouvements sociaux et les Peuples Autochtones issus de différents secteurs et desseins politiques.

En s'appuyant sur leurs récits fondamentaux, sur la souveraineté alimentaire et les droits humains, les mouvements sociaux, les Peuples Autochtones et les groupes de la société civile pourraient s'engager dans des processus de réflexion sur leurs visions et leurs stratégies d'une gouvernance alimentaire mondiale inclusive et de la démocratisation des Nations unies dans un sens plus large.

Questions clés pour les mouvements sociaux, les Peuples Autochtones et la société civile

La souveraineté alimentaire implique une démocratisation de la prise de décisions relatives à l'alimentation. Cependant, les tendances actuelles que nous avons décrit dans les sections précédentes menacent les réalisations des deux dernières décennies dans ce domaine ainsi que dans d'autres secteurs tels que la santé, la finance, le climat, la biodiversité, les océans, le commerce et les investissements.

- 1** Comment les mouvements pour la souveraineté alimentaire évaluent-ils les risques et les menaces liés à ces tendances ?
- 2** Comment contrer l'emprise de l'agrobusiness sur la FAO ? Quels types de stratégies peuvent être développés pour défendre et renforcer les espaces existants de gouvernance alimentaire mondiale inclusive, tels que le CSA ?
- 3** Comment les mouvements pour la souveraineté alimentaire peuvent-ils contribuer, par leur expérience et leur analyse, aux discussions sur le multipartenariat et l'avenir du multilatéralisme dans le contexte du Sommet du Futur ?
- 4** Quelles capacités devraient être renforcées pour partager les analyses, discuter des liens entre les luttes locales et ces développements mondiaux et élaborer des stratégies communes ?



Avril 2023

foodsystems4people.org